

# **PAR COURRIEL**

Québec, le 26 juin 2025



N/D.: 25-01-106

**Objet : Demande d'accès aux documents** 

,

La présente donne suite à votre demande d'accès aux documents datée du 12 juin 2025 visant l'obtention de la « copie de la décision rendue par la Direction de l'alcool et des renseignements généraux (Détaillants), via le régisseur d'instruction ou l'un de ses membres désignés (art. 29 de la LRACJ), et autorisant pour cette titulaire l'exploitation du permis de restaurant #10317073-1 ainsi que, s'il devait y avoir, copie de la déclaration produite en vue de l'obtention de ce permis (art. 40,3 de la LPA » ainsi que la copie du permis #10317073-1.

Après vérification, nous vous informons que nous pouvons vous transmettre le permis demandé en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), ci-après désignée la « Loi sur l'accès ».

Toutefois, pour les autres documents, la Régie ne peut donner suite à votre demande puisqu'elle ne détient aucun document au sens de l'article 1 de la Loi sur l'accès. En effet, nous n'avons retracé aucune décision du régisseur d'instruction ou d'un membre du personnel désigné. La délivrance du permis fait foi de la décision administrative d'autoriser la délivrance du permis. Pour votre information, la Régie a fait droit à la demande du permis de restaurant pour le 1<sup>er</sup> étage le 3 juin 2025 et pour la mezzanine le 9 juin 2025. Nous n'avons retracé aucune déclaration produite en vue de l'obtention du permis pour ce dossier.

Sans frais : 1 800 363-0320 Télécopieur : 418 643-5971

racj.gouv.gc.ca

Télécopieur : 514 873-5861

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Nous vous prions d'agréer, l'expression de nos sentiments distingués.

La responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels

Marie-Christine Bergeron, avocate Directrice

p.j. Documents

# ANNEXE — RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES SUR LESQUELLES LE REFUS S'APPUIE

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre. 1982, c. 30, a. 1.

# Avis de recours (art. 46, 48 et 51)

### **AVIS DE RECOURS**

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

### RÉVISION

### **Pouvoir**

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

Les coordonnées la Commission d'accès à l'information sont les suivantes :

Québec	Montréal
Bureau 2.36	Bureau 900
525, boulevard René-Lévesque Est	2045, rue Stanley
Québec (Québec) G1R 5S9	Montréal (Québec) H3A 2V4
Téléphone : 418 528-7741	Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 418 529-3102	Télécopieur : 514 844-6170
Sans frais: 1 888 528-7741	
Courriel: cai.communications@cai.gouv.qc.ca	

# Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

# **Délais**

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

9510-3172 Québec Inc. BIÈRE ET FRITES 4372 Boulevard Bourque Loc. 104 Sherbrooke Québec J1N1S3

Régie des alcools, des courses et des jeux
QUÉBEC 🕆 🛧



# PERMIS D'ALCOOL

Le titulaire doit afficher le permis à la vue du public, à l'entrée principale de l'établissement.

Numéro d'établissement	10245761	Date de paiement des droits 04 mai Date anniversaire 03 juin
Identification de l'établissement	BIÈRE ET FRITES 4372 Boulevard Bourgue Loc 104	Sherbrooke Québec J1N1S3
Identification du titulaire	9510-3172 Québec Inc. 4372 Boulevard Bourgue Loc. 104	Sherbrooke Québec J1N1S3

Catégorie	Numéro de permis	Capacité totale	Type de période d'exploitation	Date de début	Date de fin
Restaurant	10317073-2	97	Annuelle	o o	s. O.
Localisation	Description	Autorisation(s)	Activités / Options	Heures d'exploitation	Capacité
1er étage		Aucune	Aucune	08:00 à 03:00	27
Mezzanine		Aucune	Aucune	08:00 à 03:00	40

Délivré le 09 juin 2025

La secrétaire,

Andrée-Anne Garceau